



# CONSEIL MUNICIPAL

**Procès Verbal**  
**du 6 février 2024**

Le 6 février 2024 à 20h30, le Conseil Municipal régulièrement convoqué s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, en séance ordinaire, sous la présidence de Madame Sylvie VIELLE.

**Présents** : Sylvie VIELLE, Nelly COURCELLE, Guy TOQUET, Céline BOUSSARD, Françoise RIOULT, Marie-Christine DULUC, Brice THOMMERET, ~~Didier PERICHET~~, Patrick PAVARD, ~~Josiane MAULAVE~~, Emmanuel BROCHARD, Michel BESNIER, Karine TITREN, Jean-Charles DURAND, Fabienne FOURNIER, ~~Hugo BOISBOUVIER~~, Karen BARANGER, Franck DESCHAMPS, ~~Laurence RETRIF~~, Christophe TAROT, Karine DOUZAMI, Gaétan MACHARD, Delphine BOISRAME, Grégory BODINIER, Linda GUEROT, Christian AUBRY, Déborah BAHIER.

**Absents excusés** : Didier PERICHET, Josiane MAULAVE, Hugo BOISBOUVIER, Laurence RETRIF

**Absents** :

**Pouvoirs** : Hugo BOISBOUVIER à Emmanuel BROCHARD, Laurence RETRIF à Christophe TAROT

**Secrétaire de séance** : Gaétan MACHARD

\*\*\*\*\*

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 8h30

Le Procès-verbal du **12 décembre 2023** a bien été approuvé par l'ensemble du Conseil Municipal.

**N° 24-01-01**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : AFFAIRES GENERALES – Compte-rendu des décisions prises par le Maire en exécution de la délégation du Conseil Municipal**

Exposé de Sylvie VIELLE

Suivant délibération du Conseil Municipal en date du 22 septembre 2020 n° 20-06-65 et conformément aux dispositions prévues par l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est rendu compte des décisions suivantes prises par le Maire depuis la dernière réunion du Conseil Municipal et ce conformément à la délégation qui lui a été accordée.

**Délivrance et reprise de concessions dans les cimetières**

| Date       | N° concession | durée  | tarif  | Localisation |
|------------|---------------|--------|--------|--------------|
| 27/12/2023 | 649           | 30 ans | 934 €  | CavurneN°34  |
| 12/01/2024 | 650           | 30 ans | 1687 € | plan N°1097  |
| 18/01/2024 | 651           | 30 ans | 187 €  | Plan N°1550  |

## Droit de Prémption Urbain

| Date       | Usage du bien | Références cadastrales | Contenance         | Suite à donner | Prix      |
|------------|---------------|------------------------|--------------------|----------------|-----------|
| 04/01/2024 | habitation    | ZE 295                 | 461 m <sup>2</sup> | renonciation   | 280 000 € |
| 22/01/2024 | terrain       | AC 327                 | 314 m <sup>2</sup> | renonciation   | 17 584 €  |
| 22/01/2024 | terrain       | AC 330                 | 59 m <sup>2</sup>  | renonciation   | 2 714 €   |
|            |               |                        |                    |                |           |
|            |               |                        |                    |                |           |

## Marchés publics

**Décision 2023-53** : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE – LOT 4- Avenant 2 attribué à l'entreprise LEROY PAYSAGES, est relatif à un réajustement du montant des travaux, entraînant une incidence financière en moins-value de 22 673.50 € HT, soit 27 208.20 € TTC. Le nouveau montant total du marché est de 226 534.61 € HT, soit 271 841.53 € TTC.

## Autres

**Décision 2023-55** : SIGNATURE D'UN CONTRAT AVEC LE LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSE EN MATIERE DE RESTAURATION COLLECTIVE – ANNEXE TECHNIQUE ET TARIFAIRE 2024 : contrat de service avec le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA), l'analyse technique s'élevant à 1 463.53 € TTC pour l'année 2024.

**Décision 2024-1** : BAIL PROFESSIONNEL LOCAL PARTAGE DE LA MAISON DE SANTÉ A SCM KINESITHERAPEUTES : Le loyer est fixé à 15.38 € HT x 4 demi-journées (en moyenne par mois) = 61.52 HT/mois (73,82€ TTC), par mois, charges comprises, payable mensuellement, à terme à échoir, pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2029 inclus.

**Décision 2024-2** : AVENANT N°1 AU BAIL PROFESSIONNEL CONSENTI A CECILE MACKE ORTHOPHONISTE : le loyer est fixé à 387.42 HT/mois (464.90€ TTC), par mois, charges comprises, payable mensuellement, à terme à échoir, pour la période du 8 janvier 2024 au 30 juin 2029 inclus

**Décision 2024-3** : SIGNATURE DU CONTRAT D'ASSURANCE « MAISON DE SANTÉ » : la cotisation annuelle est arrêtée à 870,06 € TTC.

**Décision 2024-4** : SIGNATURE DU CONTRAT D'ASSURANCE « MISSION COLLABORATEURS » : la cotisation annuelle est arrêtée à 1 020,60 € TTC.

**Décision 2024-5** : SIGNATURE DES CONTRATS D'ASSURANCE « VILLASSUR » ET ROBOT TONTE : La cotisation annuelle est arrêtée à 24 691.25 € TTC (VILLASUR) et à 123,46 € TTC (robot tonte).

## Demande de subventions

**Décision 2023-54** : DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE LA DSIL 2024 ET AIDE A LA RESTAURATION DE PATRIMOINE CD53 : demande d'une aide financière au programme de la DSIL 2024 (30000 euros) et près du Conseil départemental de la Mayenne (37000 euros).

## Décisions de virement de crédits

Décision de virement de crédits (Budget Maison de santé) d'un montant de 181.65 € de l'article 6156 chapitre 011 à l'article 6811 chapitre 042 pour 181.65 €

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

**DELIBERE**

**ARTICLE UNIQUE**

**DE PRENDRE ACTE de cette présentation.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.**

**N° 24-01-02**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : AFFAIRES GENERALES – MÉDIATHÈQUE – Adoption du Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (PCSES) 2024-2029**

Exposé de Nelly COURCELLE

La mairie de Louverné est dotée d'un équipement culturel qui fêtera ses dix ans d'existence en septembre 2024.

Cette médiathèque, structurante en matière culturelle sur la commune, appartient au réseau des bibliothèques de Laval Agglomération, dont la compétence intercommunale se limite au logiciel bibliothéconomique, à la fourniture et à la gestion des postes informatiques destinés aux professionnels des structures et au financement d'actions culturelles.

Après dix années d'exercice et une nécessaire adaptation à la pandémie de Covid-19 et à ses divers aménagements concernant la fréquentation du lieu, il semble opportun de donner à la médiathèque des objectifs à atteindre en matière de fréquentation de la structure pour les cinq années à venir, tant du point de vue des transactions (prêts, retours, réservations) que de la consultation sur place et de la participation aux animations. De plus, la médiathèque doit se réinventer pour ne pas subir la baisse de fréquentation systématiquement observée après plusieurs années d'ouverture une fois l'attrait de la nouveauté épuisé.

Un comité de pilotage rassemblant tous les partenaires et acteurs de la médiathèque a permis de faire émerger, suite à la présentation des données sociodémographiques de la commune en parallèle des données de fréquentation de la médiathèque, les principaux publics à toucher et les orientations à prendre.

La Commission Culture de la collectivité a tranché quant à la hiérarchisation des objectifs qui en ont découlé et a validé les 3 grands axes structurant ce projet :

- ↳ La médiathèque comme un des rouages essentiels du tissu local ;
- ↳ Transformer et repenser le lieu médiathèque ;
- ↳ Proposer des animations fédératrices et / ou originales.

Le projet de PCSES 2024-2029 est joint en annexe à la présente délibération, il a pour ambition de tracer une feuille de route claire, comme outil de dialogue avec les personnels et un moyen de communication vers la population.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29 ;

VU le Projet Culturel présenté ;

**CONSIDERANT** que ce PCSES fera l'objet de bilans intermédiaires annuels pour mesurer les effets attendus des différentes actions et qu'ils pourront être couplés aux bilans annuels de fonctionnement de la structure ;

## DELIBERE

### ARTICLE UNIQUE

**D'ADOPTER** le Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (PCSES) de la commune de Louverné tel qu'annexé pour la période de 2024 - 2029 ;

**D'AUTORISER** le Maire à assurer sa mise en œuvre sur la période précitée et à accomplir toutes les démarches administratives nécessaires à sa validation.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS.**

N° 24-01-03

PUBLIÉE LE 12/02/2024

VISÉE LE 08/02/2024

**OBJET : AFFAIRES SCOLAIRES – Crédits des écoles 2024 - Ecoles publiques Jean de la Fontaine**

#### Exposé de Karine TITREN

Sur avis conforme de votre commission des finances en date du 29 janvier 2024, il est proposé d'allouer les crédits suivants aux écoles.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L 2121-29 ;

## DELIBERE

### ARTICLE UNIQUE

**DE PORTER** le crédit alloué aux écoles pour **les fournitures scolaires à 31.31 € par élève** pour l'année 2024 (la subvention étant calculée en fonction du nombre d'élèves pris en compte pour la ventilation des crédits à la dernière rentrée scolaire).

L'école publique Jean de la Fontaine disposera donc de :

|             |  |           |                   |
|-------------|--|-----------|-------------------|
| Maternelle  | 3162.31 € (pour 101 élèves) + reliquat | 82.34 € = | <b>3 244.65 €</b> |
| Elémentaire | 5541.87 € (pour 177 élèves) + reliquat | 93.51 € = | <b>5 635.38 €</b> |

**DE PORTER EGALEMENT le crédit complémentaire** par classe pour permettre le renouvellement régulier des livres, matériel pédagogique et de loisirs à :

- **305.11 €** par classe maternelle, soit **1525.55 euros** pour **5 classes**
- **254.39 €** par classe élémentaire, soit **1780.73 euros** pour **7 classes.**

**DE FIXER à 7.49 € par élève** la participation de la commune **aux dépenses de photocopies** des écoles publiques soit (reliquat compris) :

- **708.30 €** pour l'école maternelle
- **1 726.03 €** pour l'école élémentaire.

**D'INSCRIRE un crédit complémentaire** d'une somme de **25.22 € par élève** pour la maintenance du mobilier et du matériel soit :

|             |            |            |           |   |                    |
|-------------|------------|------------|-----------|---|--------------------|
| Maternelle  | 2 547.22 € | + reliquat | 2806.15 € | = | <b>5 353.37 €</b>  |
| Elémentaire | 4 463.94 € | + reliquat | 21968.60€ | = | <b>26 432.54 €</b> |

Il est convenu que ce crédit complémentaire dit "crédit investissement" participera à hauteur de 100 % au coût du renouvellement du matériel informatique et multimédia (audio, image, vidéo, TBI, etc...) des écoles.

**D'INSCRIRE** au titre des **classes transplantées** une somme de :

|            |            |            |   |                    |
|------------|------------|------------|---|--------------------|
| 12193.08 € | + reliquat | 13834.67 € | = | <b>26 027.75 €</b> |
|------------|------------|------------|---|--------------------|

Ces crédits "classes transplantées" pourront être utilisés par chacune des écoles pour des activités ou des matériels d'éveil.

**Les différents montants sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :**

|   | école maternelle | école élémentaire |
|---|------------------|-------------------|
| fournitures scolaires                                   | 3 244,65         | 5 635,38          |
| crédit complémentaire (livres, matériel pédagogique...) | 1 525,55         | 1 780,73          |
| photocopies   | 708,3            | 1 726,03          |
| crédit "investissement"                                 | 5 353,37         | 26 432,54         |
| classes transplantées                                   |                  | 26 027,75         |

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRÉSENTS**

**N° 24-01-04**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : AFFAIRES SCOLAIRES – Crédits des écoles 2024- Ecole privée Sainte Marie**

**Exposé de Karine TITREN**

La convention de prise en charge des dépenses de fonctionnement des classes maternelles et primaires de l'école privée Saint Marie précise le calcul de la **participation annuelle** versée à l'OGEC (personne morale responsable de la gestion de l'établissement) trimestriellement. Elle est calculée après parution de l'indice INSEE des prix à la consommation de décembre 2023, conformément aux dispositions de la convention du 11 mai 2015 dont la signature a été autorisée par délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2015.

Un **crédit supplémentaire** est accordé pour le renouvellement de mobiliers liés aux activités scolaires.

Une subvention à caractère social est versée aussi à l'OGEC sur présentation des justificatifs correspondants. **Ces dépenses, qui ne figurent pas dans l'évaluation du forfait communal** sont les suivantes :

- les fournitures scolaires ;
- les classes transplantées.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L 2121-29 ;

Sur avis conforme de votre commission des finances en date du 29 janvier 2024 ;

## DELIBERE

### ARTICLE UNIQUE

**DE FIXER** pour l'année 2024 la participation communale annuelle à **102 342,69 euros** (solde 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 et 3 trimestres 2024), versée trimestriellement, comme indiqué sur la convention.

**DE PORTER** le crédit alloué aux écoles pour **les fournitures scolaires** à **31.31 € par élève** pour l'année 2024 (la subvention étant calculée en fonction du nombre d'élèves pris en compte pour la ventilation des crédits à la dernière rentrée scolaire).

L'école privée Sainte Marie disposera donc de :

|            |                             |            |             |                   |
|------------|-----------------------------|------------|-------------|-------------------|
| Maternelle | 1 315.02 € (pour 42 élèves) | + reliquat | 809.54 € =  | <b>2 124.56 €</b> |
| Primaire   | 2 692.66 € (pour 86 élèves) | + reliquat | 1947.27 € = | <b>4 639.93 €</b> |

**DE PORTER** également le **crédit complémentaire** par classe pour permettre le renouvellement régulier des livres, matériel pédagogique et de loisirs à :

- **305.11 €** par classe maternelle, soit **610.22 euros** pour **2 classes**
- **254.39 €** par classe primaire, soit **1 274.95 euros** pour **5 classes**.

**D'INSCRIRE** un **crédit complémentaire** d'une somme de **25.22 € par élève** pour la maintenance du mobilier et du matériel soit :

|            |            |            |              |                    |
|------------|------------|------------|--------------|--------------------|
| Maternelle | 1 059.24 € | + reliquat | 9 828.47 € = | <b>10 888.71 €</b> |
|            |            |            | 24 646.10    |                    |
| Primaire   | 2 168.92 € | + reliquat | € =          | <b>4633.02 €</b>   |

Il est convenu que ce crédit complémentaire dit "crédit investissement" participera à hauteur de 100 % au coût du renouvellement du matériel informatique et multimédia (*audio, image, vidéo, TBI, etc...*) des écoles.

**D'INSCRIRE** au titre des **classes transplantées** une somme de :

|            |            |            |                   |
|------------|------------|------------|-------------------|
| 5 614.08 € | + reliquat | 220.98 € = | <b>5 835.06 €</b> |
|------------|------------|------------|-------------------|

Ces crédits "classes transplantées" pourront être utilisés par chacune des écoles pour des activités ou des matériels d'éveil. Les crédits classes transplantées pour les enfants des écoles privées seront versés sous forme de subvention à l'A.P.E.L. (article 65748) sur production des justificatifs des dépenses correspondantes.

**L'ensemble des montants est réparti dans le tableau suivant :**

|   | école maternelle | école primaire |
|---|------------------|----------------|
| participation annuelle versée trimestriellement         |                  | 102 342,69     |
| fournitures scolaires                                   | 2 124,56         | 4 639,93       |
| crédit complémentaire (livres, matériel pédagogique...) | 610,22           | 1 271,95       |
| crédit "investissement"                                 | 10 888,71        | 4 633,02       |
| classes transplantées                                   |                  | 5 835,07       |

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS**

**OBJET : AFFAIRES SCOLAIRES - FINANCES – CONVENTION CADRE MUTUALISATION AESH AVEC L'ACADEMIE DE NANTES ET CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE AESH.**

Exposé de Karine TITREN

Le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale et de la Jeunesse adressait un courrier aux recteurs d'académie le 4 janvier 2023 indiquant :

*« L'inclusion d'élèves en situation de handicap implique que leur accompagnement puisse être assuré si cela est nécessaire tant sur les temps scolaires que pendant les activités périscolaires. Si le temps scolaire doit naturellement être organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse, la responsabilité de la prise en charge des élèves de l'enseignement public durant les activités périscolaires relève des collectivités territoriales.*

*L'accompagnement des élèves en situation de handicap repose sur le temps scolaire notamment, pour une partie d'entre eux, sur le recrutement de personnels dédiés, les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).*

*Un certain nombre de collectivités souhaite pouvoir recourir aux AESH d'ores et déjà employés par l'Education nationale durant le temps scolaire pour assurer, en continuité de la journée d'enseignement, l'accompagnement durant les activités périscolaires en particulier à la pause méridienne.*

*Cette organisation facilite la continuité de la prise en charge des élèves en situation de handicap et permet aux AESH qui le souhaitent d'augmenter leur temps de travail. »*

Le Ministère précise ensuite le cadre juridique et les modalités administratives de cette organisation avec notamment :

*« Dans cette perspective, je vous demande de systématiser avec les collectivités territoriales volontaires, la signature de dispositifs de conventionnement destinés à fixer les principes d'emploi et de remboursement de ces personnels en vue d'assurer la continuité et l'accompagnement, en particulier pendant la pause méridienne. ».*

Le but étant pour les collectivités de pouvoir, dans l'intérêt de l'enfant, employer des personnels que les enfants porteurs de handicap connaissent et ne pas créer de rupture ou de multiplicité d'intervenants.

Par ailleurs, ces personnels ne disposent pas de statut spécifique au sein de la Fonction Publique territoriale.

Il est précisé également en fin de courrier que *« les collectivités qui souhaitent d'ores et déjà prendre en charge l'accompagnement d'élèves en situation de handicap scolarisés dans l'enseignement privé sous contrat durant la pause méridienne, sur le fondement de l'article L533-1 du Code de l'éducation, peuvent le faire selon les mêmes modalités que dans l'enseignement public. »*

En effet, la Directrice de l'école Sainte Marie sollicite la commune depuis 2 ans pour la prise en charge de l'AESH accompagnant un enfant porteur de handicap scolarisé à l'école privée et bénéficiaire d'une notification de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Si les textes indiquaient l'obligation pour les communes de prendre en charge les AESH sur les temps méridiens, aucune précision n'était donnée pour la mise en œuvre et la signature des conventions nécessaires.

Après une sollicitation officielle de la DSDEN 53 au 17 janvier 2023, la Mairie vient de recevoir deux projets de conventions :

- Une convention cadre individuelle avec l'Académie de Nantes d'une durée de 3 ans portant mise à disposition d'un AESH ;

- Une convention de mise à disposition de Mme Elodie BRIAL auprès de la collectivité de Louverné pour l'enfant scolarisé à l'école Ste Marie pour un temps de 6H hebdomadaire sur la pause méridienne et pour une période de 8 mois (17/01/2024 au 31/08/2024), renouvelable tacitement si les besoins d'accompagnement de l'enfant étaient renouvelés à la prochaine rentrée scolaire.

Ces conventions permettront à l'Académie de Nantes de rémunérer l'AESH sur la totalité de son temps d'accompagnement scolaire ou méridien et de se faire rembourser par la commune des heures effectuées au titre de l'accompagnement méridien.

**Ceci exposé,**

**CONSIDERANT** que les modalités de renouvellement ou de rupture de ces conventions, de remboursement de rémunération, .... sont précisées dans leurs différents articles ;

**CONSIDERANT** que l'emploi du temps signé de Mme Elodie BRIAL sera joint à sa convention de mise à disposition ;

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29 ;

**VU** les projets de conventions proposés et joints en annexe de la présente ;

**DELIBERE**

**ARTICLE UNIQUE**

**DE VALIDER** les conventions ci-dessus présentées ;

**D'AUTORISER** le Maire à les signer et tout autre document correspondant et en assurer leur mise en œuvre.

***LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS.***

**N° 24-01-06**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

***OBJET : ENVIRONNEMENT – Modalités de concertation préalable à l'élaboration des zones d'accélération des énergies renouvelables.***

**Exposé de Céline BOUSSARD**

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi « ENR », contient un arsenal de mesures visant à favoriser la production de différentes énergies alternatives à celle d'origine nucléaire. Parmi elles, figurent des dispositifs de planification territoriale dont l'objet est de favoriser l'implantation de ces projets, ainsi que de réalisations industrielles jugées nécessaires à la transition énergétique.

Sont ainsi créées des « zones d'accélération de la production d'énergies renouvelables ».

Ces zones d'accélération doivent répondre à 6 grands objectifs assignés par la loi, dont le fait de présenter un potentiel susceptible de favoriser le développement de la production. Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée ; elles doivent aussi contribuer à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation des approvisionnements, tout en prévenant les éventuels dangers ou inconvénients.

Les communes vont définir, après concertation avec leurs administrés, des zones d'accélération où elles souhaitent de manière privilégiée, mais non exclusivement, voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter.

Ces zones doivent répondre aux principes directeurs posés par les dispositions 1° à 6° de l'article L.141-5-3 du code de l'énergie.

En outre, la loi du 10 mars 2023 permet aux porteurs de projets qui s'implanteront dans ces zones de bénéficier d'éventuels avantages financiers ou procéduraux.

Ces zones doivent être identifiées après une concertation du public dont les modalités sont librement déterminées par le Conseil municipal.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le Code de l'Énergie, et notamment son article L.141-5-3 ;

**CONSIDERANT** qu'il revient en conséquence au conseil municipal de fixer les modalités de concertation propre à la définition de ces zones d'accélération des énergies renouvelables. ;

## **DELIBERE**

### **ARTICLE UNIQUE**

Les modalités de la concertation avec la population préalable à la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables sont fixées comme suit du 12 février 2024 au 12 mars 2024 avec la mise à disposition du public d'un registre papier aux jours et heures d'ouverture de la mairie.

Un bilan de la concertation sera présenté en Conseil municipal lors de la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS**

**N° 24-01-07**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : FINANCES COMMUNALES – Présentation sommaire des résultats de l'exercice 2023**

**Exposé de Brice THOMMERET**

Il est demandé au Conseil municipal **de prendre acte** de la communication qui lui est faite des **résultats prévisionnels 2023** de chacun des budgets de la commune, lesquels sont résumés dans les tableaux ci-dessous :

## Commune

| LIBELLE                  | FONCTIONNEMENT      |                      | INVESTISSEMENT      |                      | ENSEMBLE            |                      |
|--------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                          | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent |
| Résultats reportés       |                     |                      |                     | 2 166 481,32         | 0,00                | 2 166 481,32         |
| Opérations de l'exercice | 4 108 689,72        | 5 097 461,00         | 1 750 665,56        | 1 942 883,01         | 5 859 355,28        | 7 040 344,01         |
| <b>TOTAUX</b>            | <b>4 108 689,72</b> | <b>5 097 461,00</b>  | <b>1 750 665,56</b> | <b>4 109 364,33</b>  | <b>5 859 355,28</b> | <b>9 206 825,33</b>  |
| Résultats de clôture     |                     | 988 771,28           |                     | 2 358 698,77         |                     | 3 347 470,05         |
| Restes à réaliser        |                     |                      | 899 228,51          | 360 495,78           |                     | -538 732,73          |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>    |                     | <b>988 771,28</b>    | <b>899 228,51</b>   | <b>2 719 194,55</b>  | <b>0,00</b>         | <b>2 808 737,32</b>  |
|                          |                     | 988 771,28           |                     | 1 819 966,04         |                     | 2 808 737,32         |

## Lotissements

| LIBELLE                     | FONCTIONNEMENT      |                      | INVESTISSEMENT      |                      | ENSEMBLE            |                      |
|-----------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                             | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent |
| Résultats reportés          |                     | 2 436 721,29         | 933 301,05          |                      | 933 301,05          | 2 436 721,29         |
| Opérations de l'exercice    | 1 547 613,02        | 1 444 960,34         | 698 563,87          | 933 301,05           | 2 246 176,89        | 2 378 261,39         |
| <b>TOTAUX</b>               | <b>1 547 613,02</b> | <b>3 881 681,63</b>  | <b>1 631 864,92</b> | <b>933 301,05</b>    | <b>3 179 477,94</b> | <b>4 814 982,68</b>  |
| Résultats de clôture        |                     | 2 334 068,61         | -698 563,87         |                      |                     | 1 635 504,74         |
| Restes à réaliser           | 1 434 289,72        | 148 694,32           |                     |                      | 1 434 289,72        | 148 694,32           |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>       | <b>2 981 902,74</b> | <b>4 030 375,95</b>  | <b>698 563,87</b>   |                      | <b>1 434 289,72</b> | <b>1 784 199,06</b>  |
| <b>RESULTATS DEFINITIFS</b> |                     | <b>1 048 473,21</b>  | <b>-698 563,87</b>  |                      |                     | <b>349 909,34</b>    |

## Maison de santé

| LIBELLE                     | FONCTIONNEMENT      |                      | INVESTISSEMENT      |                      | ENSEMBLE            |                      |
|-----------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                             | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent |
| Résultats reportés          |                     | 0,00                 | 25 314,24           |                      | 0,00                | 0,00                 |
| Opérations de l'exercice    | 82 640,36           | 102 411,17           | 64 436,39           | 61 884,18            | 147 076,75          | 164 295,35           |
| <b>TOTAUX</b>               | <b>82 640,36</b>    | <b>102 411,17</b>    | <b>89 750,63</b>    | <b>61 884,18</b>     | <b>147 076,75</b>   | <b>164 295,35</b>    |
| Résultats de clôture        |                     | 19 770,81            |                     | -27 866,45           |                     | -8 095,64            |
| Restes à réaliser           |                     |                      |                     |                      | 0,00                | 0,00                 |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>       | <b>0,00</b>         | <b>19 770,81</b>     | <b>0,00</b>         |                      | <b>0,00</b>         | <b>-8 095,64</b>     |
| <b>RESULTATS DEFINITIFS</b> |                     | <b>19 770,81</b>     | <b>0,00</b>         |                      |                     | <b>-8 095,64</b>     |

## Photovoltaïque

| LIBELLE                     | FONCTIONNEMENT      |                      | INVESTISSEMENT      |                      | ENSEMBLE            |                      |
|-----------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                             | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent |
| Résultats reportés          |                     |                      | 0,00                | 20 052,92            | 0,00                | 20 052,92            |
| Opérations de l'exercice    | 534,04              | 5 057,55             | 0,00                | 1 068,36             | 534,04              | 6 125,91             |
| <b>TOTAUX</b>               | <b>534,04</b>       | <b>5 057,55</b>      | <b>0,00</b>         | <b>21 121,28</b>     | <b>534,04</b>       | <b>26 178,83</b>     |
| <b>Résultats de clôture</b> |                     | <b>4 523,51</b>      |                     | <b>21 121,28</b>     |                     | <b>25644,79</b>      |
| Restes à réaliser           | 0,00                |                      |                     | 0,00                 | 0,00                | 0,00                 |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>       | <b>0,00</b>         | <b>4 523,51</b>      | <b>0,00</b>         | <b>21 121,28</b>     | <b>0,00</b>         | <b>25 644,79</b>     |
| <b>RESULTATS DEFINITIFS</b> |                     | <b>4 523,51</b>      |                     | <b>21 121,28</b>     |                     | <b>25 644,79</b>     |

## Cellules commerciales

| LIBELLE                     | FONCTIONNEMENT      |                      | INVESTISSEMENT      |                      | ENSEMBLE            |                      |
|-----------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                             | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent |
| Résultats reportés          |                     |                      | 15 690,73           |                      | 0,00                | 0,00                 |
| Opérations de l'exercice    | 10 853,26           | 18 000,00            | 20 646,65           | 10 676,57            | 31 499,91           | 28 676,57            |
| <b>TOTAUX</b>               | <b>10 853,26</b>    | <b>18 000,00</b>     | <b>36 337,38</b>    | <b>10 676,57</b>     | <b>31 499,91</b>    | <b>28 676,57</b>     |
| <b>Résultats de clôture</b> |                     | <b>7 146,74</b>      | <b>-25 660,81</b>   |                      |                     | <b>-18 514,07</b>    |
| Restes à réaliser           |                     |                      |                     |                      | 0,00                | 0,00                 |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>       | <b>0,00</b>         | <b>7 146,74</b>      | <b>-25 660,81</b>   |                      | <b>0,00</b>         | <b>-18 514,07</b>    |
| <b>RESULTATS DEFINITIFS</b> |                     | <b>7 146,74</b>      | <b>-25 660,81</b>   |                      |                     | <b>-18 514,07</b>    |

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

### **DELIBERE**

#### **ARTICLE UNIQUE**

**DE PRENDRE ACTE** de la présentation synthétique des résultats des budgets communaux de l'exercice 2023.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.**

**N° 24-01-08**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : FINANCES COMMUNALES – Débat d'orientation budgétaire 2024**

**Exposé de Brice THOMMERET**

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est prévu par l'article L 2132-1 du Code Général des Collectivité Territoriales. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de 10 semaines précédent l'examen du Budget Primitif et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L 2121-8.

Première étape du cycle annuel du budget, le DOB a pour objet de connaître les conditions d'élaboration du budget primitif et d'en présenter les priorités.

Aussi, ce débat doit permettre à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Il donne également aux élus la possibilité de « s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité ».

Ce débat a lieu en séance du Conseil Municipal le 06 février 2024, le budget primitif 2024 sera, quant à lui, présenté lors d'une prochaine séance du conseil municipal. Le débat n'a pas lui-même de caractère décisionnel, la délibération ayant seulement pour objet de prendre acte de la tenue du débat.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2312-11,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2132-1,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-8,

Le rapport a été présenté et commenté en réunion du Commission finances le 29 janvier 2024,

## **DELIBERE**

### **ARTICLE UNIQUE**

**DE PRENDRE ACTE** du document présenté ;

**DE PROCEDER à son examen** ainsi qu'à sa mise en débat.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE** de toutes les informations et projections qui ont été portées à sa connaissance dans le cadre de ce débat d'orientation budgétaire.

**N° 24-01-09**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : Finances – Participation des communes extérieures aux dépenses de fonctionnement des services périscolaires – Convention avec la commune de Châlons du Maine**

#### **Exposé de Karine TITREN**

Chaque année la commune de Louverné délibère pour fixer le montant de la participation financière des communes de la Chapelle-Anthenaise, Châlons-du-Maine et Sacé au fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH).

Cependant aucune convention n'a été signée entre les communes partenaires fixant les conditions d'application de la participation de ces communes aux dépenses de fonctionnement du service.

Jusque-là, la municipalité de Châlons du Maine ne bénéficiait du tarif au quotient pour l'ALSH que sur deux périodes de vacances scolaires. Elle souhaite désormais que ce tarif au quotient puisse être appliqué sur toutes les périodes de vacances scolaires.

La proposition de convention a été communiquée avec l'ordre du jour du Conseil Municipal.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L 2121-29 ;

### **DELIBERE**

#### **ARTICLE UNIQUE**

**D'AUTORISER** les enfants de la commune de Châlons du Maine à fréquenter l'ALSH sur toutes les périodes de vacances scolaires en bénéficiant du tarif au quotient pour l'ALSH comme les communes de la Chapelle-Anthenaise et Sacé ;

**D'AUTORISER** le Maire à signer la convention annexée régissant les modalités de participation financière de Châlons du Maine au fonctionnement du service de l'ALSH et tout autre document s'y rapportant.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS**

**N° 24-01-10**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : FINANCES COMMUNALES – Rétrocession de concessions dans les cimetières-rachat de caveaux**

Exposé de Marie-Christine DULUC

Lorsque la commune concède un emplacement au cimetière, le titulaire du titre peut y installer caveau, monument et autres « immeubles » dans le respect du règlement des cimetières.

Une rétrocession de la concession à la commune est possible avant l'échéance du contrat. Pour qu'il y ait rétrocession le terrain doit être libre : toutes les installations doivent être désinstallées et les corps exhumés.

Dans le cadre d'une rétrocession, les titulaires peuvent demander également à la commune de procéder au rachat des caveaux en très bon état. Ce rachat permet à la commune d'en disposer (et éventuellement de les revendre ultérieurement).

Il est de la compétence du Conseil municipal de fixer la valeur vénale de rachat des caveaux.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

### **DELIBERE**

#### **ARTICLE UNIQUE**

**D'ACCEPTER** le rachat des caveaux installés dans les concessions du cimetière communal dans le cadre d'une rétrocession d'une concession ;

**DE FIXER** le montant à 500 euros ;

**DE SIGNER** tout document s'y rapportant.

LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS

N° 24-01-11

PUBLIÉE LE 12/02/2024

VISÉE LE 08/02/2024

OBJET : FINANCES LOCALES – TARIFS – Accueil de loisirs – Accueil jeunes – Année 2024

Exposé de Brice THOMMERET

Lors du dernier conseil du 12 décembre 2023, il a été voté les tarifs suivants pour les petites vacances pour une application dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

| LIBELLE                                   | QUOTIENT        | TARIFS  |
|---|-----------------|---------|
| <b>CENTRE DE LOISIRS PETITES VACANCES</b> |                 |         |
| <b>- Journée (sans repas)</b>             |                 |         |
| Tranche A                                 | QF ≤ 580        | 7.49 €  |
| Tranche B                                 | 580 < QF ≤ 900  | 8.87 €  |
| Tranche C                                 | 900 < QF ≤ 1450 | 10.21 € |
| Tranche D                                 | QF > 1450       | 11.27 € |
| Hors commune non conventionnée            |                 | 14.83 € |
| <b>- 1/2 journée (sans repas)</b>         |                 |         |
| Tranche A                                 | QF ≤ 580        | 4.97 €  |
| Tranche B                                 | 580 < QF ≤ 900  | 5.94 €  |
| Tranche C                                 | 900 < QF ≤ 1450 | 6.79 €  |
| Tranche D                                 | QF > 1450       | 7.45 €  |
| Hors commune non conventionnée            |                 | 9.82 €  |

Les tarifs pour le repas ont été votés comme suit :

| Libellé              | Tranche A | Tranche B      | Tranche C       | Tranche D | Hors commune | Adultes |
|----------------------|-----------|----------------|-----------------|-----------|--------------|---------|
| Tranche quotient     | QF < 580  | 580 < QF < 900 | 900 < QF < 1450 | QF > 1450 |              |         |
| Modulation 2024-2025 | -25%      | -12%           | 0%              | 10%       | 40,00%       | Néant   |
| Tarifs 2024-2025     | 3 €       | 3.52 €         | 4 €             | 4.40 €    | 5.60 €       | 7.48 €  |

Afin de pouvoir harmoniser les tarifs des petites vacances et ceux des vacances d'été, il est décidé de mettre en place un tarif « journée avec sortie ».

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L 2121-29 ;

**CONSIDERANT** les propositions de votre Commission des finances en date du 29 janvier 2024 et de la commission affaires scolaires et enfance du 30 janvier 2024 ;

**DELIBERE**

**ARTICLE UNIQUE**

**DE RAJOUTER** le tarif correspondant aux journées avec sortie :

| - Journée avec sortie (sans repas) | quotients       | tarifs  |
|------------------------------------|-----------------|---------|
| Tranche A                          | QF < 580        | 13,25 € |
| Tranche B                          | 580 < QF < 900  | 15,71 € |
| Tranche C                          | 900 < QF < 1450 | 18,02 € |
| Tranche D                          | QF > 1450       | 19,83 € |
| Hors commune non conventionnée     |                 | 26,13 € |

**DE RAPPELER** que toute fréquentation du service de restauration scolaire, des activités périscolaires et extrascolaires (hors service jeunesse), et de la restauration qui découle de ces activités, non précédée d'une inscription dans les délais prescrits, fera l'objet d'une majoration de 50 % du tarif applicable à la famille.

**DE RAPPELER** que toute absence au sein du service de restauration scolaire, des activités périscolaires et extrascolaires (y compris service jeunesse), y compris la restauration liée à ces activités, non justifiée par un certificat médical ou un motif familial grave, entraînera le versement d'une indemnité de désistement égale à 50 % des sommes dues.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS**

**N° 24-01-12**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : INTERCOMMUNALITE – Convention de partage des frais entre les collectivités pour la mission de corrections des anomalies propres aux locaux commerciaux**

Exposé de Brice THOMMERET

Suivant le principe d'équité fiscale, la Communauté d'Agglomération de Laval conduit une opération de fiabilisation des bases fiscales des locaux commerciaux sur le périmètre suivant :

- Argentré
- Bonchamp les Laval
- Bourgneuf la Forêt
- Changé
- Entrammes
- Laval
- Louverné
- Saint-Berthevin

Dans le cadre de cette mission, l'Agglomération est accompagnée du cabinet INETUM pour la détection d'anomalies d'évaluation des locaux commerciaux et pour la rédaction de signalements auprès des services fiscaux.

Compte tenu du périmètre des produits fiscaux :

- produits de Taxe Foncière sur les propriétés bâties (TF),
- produits de Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS),
- produits de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE),
- produits de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM),

il est proposé la mise en œuvre d'une convention de partage des frais de prestation du cabinet INETUM entre la Communauté d'Agglomération et les communes concernées.

Ce partage se fera au prorata des produits fiscaux obtenus par les communes concernées et par l'Agglomération.

Le modèle de convention est annexé à la présente délibération.

Ceci exposé,

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L5211-1,

VU le code de la commande publique et notamment ses articles L.1111-4, L.1211-1, L. 2120-1, L. 2122-1, R. 2122-8,

CONSIDERANT qu'il a été convenu entre Laval Agglomération et les communes concernées, le partage des frais de prestation du cabinet INETUM ;

**DELIBERE**

**ARTICLE UNIQUE**

D'AUTORISER le Maire à signer la convention de partage des frais de prestation du cabinet INETUM avec la Communauté d'Agglomération de Laval et tout document s'y rapportant.

LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A LA MAJORITE ABSOLUE DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS (3 votes contre et 4 votes en abstention).

N° 24-01-13

PUBLIÉE LE 12/02/2024

VISÉE LE 08/02/2024

**OBJET : INTERCOMMUNALITE – Convention cadre de gestion d'équipements sportifs entre Laval Agglomération et la commune de Louverné**

Exposé de Patrick PAVARD

Au vu de ses statuts, Laval Agglomération bénéficie, de la part des communes membres, du transfert de diverses compétences, notamment en matière de construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, Laval Agglomération se proposent de conclure une convention de gestion afin de procéder au gardiennage, à l'entretien et au fonctionnement du terrain synthétique de Laval Agglomération situé sur la commune de Louverné.

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans et sera renouvelable par tacite reconduction.

La convention expose les obligations de Laval Agglomération, celles de la commune de Louverné.

Laval Agglomération s'engage à rembourser à la commune de Louverné les prestations d'entretien et d'astreinte.

Le modèle de convention est annexé à la présente délibération.

Ceci exposé,

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :

VU le Cde général des collectivités territoriales et notamment son article L5215-27,

CONSIDERANT qu'il appartient de fixer les modalités de la convention par laquelle Laval Agglomération entend confier la gestion de son équipement ;

**DELIBERE**

## ARTICLE UNIQUE

D'AUTORISER le Maire à signer la convention cadre de gestion d'équipements sportifs entre Laval Agglomération et la commune de Louverné et tout document s'y rapportant.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS**

**N° 24-01-14**

**PUBLIÉE LE 12/02/2024**

**VISÉE LE 08/02/2024**

**OBJET : INTERCOMMUNALITE – Rapport d'activités de l'année 2022 de Laval Agglomération**

Exposé de Sylvie VIELLE

Le Code Général des Collectivités Territoriales dispose en son article L5211-39 que "le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au Maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique".

Le rapport d'activités 2022 de Laval Agglomération s'articule en cinq parties autour des grands axes de priorités et les actions menées :

- **Un territoire attractif et entreprenant :**  
économie ; immobilier ; emploi ; innovation ; enseignement supérieur
- **Une agglomération solidaire et accueillante :**  
cohésion sociale ; santé ; habitat ; aménagement et urbanisme
- **Agir face aux défis climatiques :**  
transports et mobilités ; environnement ; gestion des déchets ; eau et assainissement
- **Un cadre de vie et une offre de service de qualité :**  
culture ; sport ; tourisme
- **Une agglomération performante et démocratique :**  
vie des instances ; ressources humaines ; finances ; communication/participation et attractivité.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L5211-39 ;

**CONNAISSANCE PRISE** du rapport d'activités de Laval Agglomération et les comptes administratifs et après avoir entendu les délégués au sein des instances communautaires ;

**DELIBERE**

## ARTICLE UNIQUE

**DE PRENDRE ACTE** de la présentation du rapport retraçant l'activité de Laval Agglomération au cours de l'exercice 2022.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.**

N° 24-01-15

PUBLIÉE LE 12/02/2024

VISÉE LE 08/02/2024

**OBJET : PERSONNEL – Modification du tableau des emplois et des effectifs**

Exposé de Guy TOQUET

Le tableau des effectifs du personnel communal nécessite d'être ajusté afin de permettre de l'adapter aux missions nouvelles confiées au personnel communal et au vu de nouveaux recrutements.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2121-29 ;

**VU** la délibération du Conseil municipal n°23-08-75 du 07 novembre 2023 modifiant le tableau des emplois et des effectifs ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'actualiser le tableau des emplois et des effectifs eu égard aux besoins de la collectivité ;

**DELIBERE**

**ARTICLE UNIQUE**

**DE CREER :**

- un emploi permanent de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe (catégorie B) à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024 ;
- un emploi non permanent dans le corps d'adjoint administratif (catégorie C) et de rédacteur (catégorie B) à temps complet à compter du 15 février 2024.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS.**

N° 24-01-16

PUBLIÉE LE 12/02/2024

VISÉE LE 08/02/2024

**OBJET : PERSONNEL – CENTRE DE LOISIRS – Rémunérations des animateurs contractuels en 2024**

Exposé de Guy TOQUET

Il est proposé au Conseil municipal de réajuster de 5% la rémunération des agents contractuels du centre de loisirs communal, pour l'année 2024.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L 2121-29 ;

**VU** les décrets n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié et 2006-781 du 3 juillet 2006 ;

**VU** la commission des finances du 29 janvier 2024 ;

**DELIBERE**

**ARTICLE UNIQUE**

**DE PROCEDER** au réajustement annuel de la rémunération des agents contractuels du centre de loisirs en retenant le taux de 5 %.

**DE RETENIR** la rémunération suivante à compter des prochaines vacances scolaires :

|   | Rémunérations 2023<br>(brut) | Rémunérations 2024<br>(brut) |
|---|------------------------------|------------------------------|
| . Directeur                             | Personnel statutaire         | Personnel statutaire         |
| . Directeur Adjoint                     | 99.53 €/Jour travaillé       | 104.50 €/Jour travaillé      |
| . Directeur (remplacement, vacances...) | 99.53€/Jour travaillé        | 104.50 €/Jour travaillé      |
| . Animateur diplômé (séjours compris)   | 89.27€/Jour travaillé        | 93.74 €/Jour travaillé       |
| . Animateur stagiaire ou - de 18 ans    | 77.45€/Jour travaillé        | 81.32 €/Jour travaillé       |
| . Indemnité de nuitée en séjour         | 16.87€/Jour travaillé        | 17.71 €/Jour travaillé       |
| . Indemnité de surveillant de baignade  | 16.87€/Jour travaillé        | 17.71 €/Jour travaillé       |
| . Indemnités jour férié                 | 6.66 €/Jour férié travaillé  | 6.66 €/Jour férié travaillé  |

(\*) *Congés payés inclus*

**DE PRECISER** que chaque directeur, directeur adjoint ou animateur peut en outre bénéficier d'une journée de préparation rémunérée pour les petites vacances et d'un à quatre jours de préparation rémunérés pour les vacances d'été.

**D'INDEMNISER** les animateurs qui doivent utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service sur la base des indemnités kilométriques prévues par les décrets 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié et 2006-781 du 3 juillet 2006.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS**

N° 24-01-17

PUBLIÉE LE 12/02/2024

VISÉE LE 08/02/2024

**OBJET : URBANISME – Avis sur le projet de modification n°3 du PLUi**

**Exposé de Guy TOQUET**

Il est nécessaire de procéder à la modification n°3 du PLUi de Laval Agglomération et du Pays de Loiron pour les motifs suivants :

- rectification d'erreurs matérielles ;
- ajustement dans la rédaction du règlement littéral afin de faciliter la compréhension ;
- adaptation du règlement graphique pour tenir compte notamment des évolutions des projets territoriaux d'aménagement, mettre à jour l'identification des éléments patrimoniaux, des potentiels changements de destinations et autres prescriptions ;
- modification et création d'Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP) ;
- adaptation du PLUi pour prendre en compte les résultats de l'étude Plan Guide Porte de l'Aubepin ;
- modification des Servitudes d'Utilités Publiques (SUP) pour prendre en compte le Périmètre Délimité des Abords (PDA) des monuments historiques proposé par l'Architecte des Bâtiments de France sur la commune du Bourgneuf-la-Forêt ;
- mise en annexe du nouveau PPRI (Plan de Prévention du Risque Inondations) de Changé, Laval, L'Huisserie approuvé par arrêté préfectoral du 27 septembre 2023.

**Ceci exposé,**

**Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de l'urbanisme ;

**VU** les modifications 1 et 2 déjà approuvées ;

**VU** l'arrêté du Président de Laval Agglomération portant engagement de la modification de droit commun n°3 du PLUi de Laval Agglomération ;

**VU** les notices explicatives ;

**CONSIDERANT** que le PLUi peut évoluer dans le respect des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement durables ;

**DELIBERE**

**ARTICLE UNIQUE**

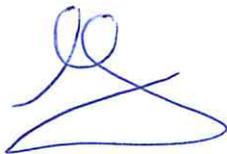
**DE DONNER** un avis favorable sur les modifications n°3 du PLUi de Laval Agglomération et du Pays de Loiron.

**LA PROPOSITION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS**

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES DITS JOUR MOIS ET AN.

La séance est levée à 23h15.

Le secrétaire de séance  
Gaétan MACHARD



Le Maire,  
Sylvie VIELLE



**Ont été examinées en séance le 06 février 2024 les délibérations suivantes :**

|          |  |
|----------|--|
| 24-01-01 | GENERAL - Compte-rendu des décisions prises par le Maire   |
| 24-01-02 | GENERAL - Adoption du Projet culturel, scientifique, éducatif et social de la médiathèque        |
| 24-01-03 | AFFAIRES SCOLAIRES - Crédits des écoles Jean de la Fontaine 2024                                 |
| 24-01-04 | AFFAIRES SCOLAIRES - Crédits des écoles Sainte Marie 2024  |
| 24-01-05 | AFFAIRES SCOLAIRES - Convention de mise à disposition d'une AESH                                 |
| 24-01-06 | ENVIRONNEMENT - Modalités de consultation du public  |
| 24-01-07 | FINANCES - Présentation des comptes de résultat 2023   |
| 24-01-08 | FINANCES - Débat d'orientation budgétaire 2024   |
| 24-01-09 | FINANCES - Participation de la commune de Châlons du Maine aux frais de fonctionnement de l'ALSH |
| 24-01-10 | FINANCES - Rachat de caveaux   |
| 24-01-11 | FINANCES - Tarifs ALSH petites vacances-tarif complémentaire                                     |
| 24-01-12 | INTERCOMMUNALITE - Convention de partage des frais d'une mission avec Laval Agglomération        |
| 24-01-13 | INTERCOMMUNALITE - Convention avec Laval Agglo pour l'entretien du terrain synthétique           |
| 24-01-14 | INTERCOMMUNALITE - Rapport d'activités de l'année 2022 de Laval Agglomération                    |
| 24-01-15 | PERSONNEL - Modification du tableau des emplois et des effectifs                                 |
| 24-01-16 | PERSONNEL - Rémunération 2024 des animateurs   |
| 24-01-17 | URBANISME - Avis concernant la modification 3 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)     |
|          |  |